

## Appel au dialogue à l'ONU pour le Burundi

Deutsche Welle, 25.05.2018 L'envoyé spécial de l'ONU pour le Burundi Michel Kafando a lancé un appel au dialogue au conseil de sécurité de l'ONU jeudi soir alors que la communauté internationale est très divisée sur la question du référendum.

Une relance du dialogue entre gouvernement et opposition au Burundi. C'est l'appel qu'a lancé l'envoyé spécial de l'ONU pour le Burundi Michel Kafando, jeudi soir (24.05), devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, lors d'une réunion qui avait lieu une semaine après l'adoption d'une réforme constitutionnelle controversée. Cette réforme votée par référendum pourrait notamment permettre au président Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, de rester en poste jusqu'en 2034 et provoque de nombreux débats politiques dans le pays. Un recours en nullité vient même d'être déposé par l'opposition. "Maintenant que le pays s'achemine vers une autre phase importante de son histoire, nous attendons un signal fort des autorités burundaises en faveur de la reprise du dialogue inter-burundais sous l'égide de la Communauté de l'Afrique de l'Est", a expliqué Michel Kafando jeudi soir. Et de continuer : "Si tel n'était pas le cas, il est craindre que la contestation des résultats du référendum par l'opposition ne polarise d'avantage une situation politique déjà tendue et caractérisée par les atteintes aux droits de l'homme et autres abus ainsi que la détérioration de la situation socio-économique et humanitaire." Divisions au sein de la communauté internationale La réunion a été marquée par les divisions de la communauté internationale face à la crise à Bujumbura. Quand la France ou les Etats-Unis parlent de "risque de dégradation" ou de "parti unique", la Chine et la Russie répondent "non ingérence". La Guinée équatoriale estime elle aussi que Bujumbura est dans ses droits en organisant un référendum. Les extraits ci-dessous illustrent bien ces divergences.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});